

Convention collective départementale

**IDCC : 2221. – MENSUELS DES INDUSTRIES DES MÉTAUX
(Isère et Hautes-Alpes)
(13 septembre 2001)**

(Bulletin officiel n° 2002-2 bis)

*(Étendue par arrêtés du 8 avril 2003 et du 11 mai 2004,
Journal officiel du 19 avril 2003 et du 22 mai 2004)*

AVENANT DU 22 FÉVRIER 2017

**RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS,
AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2017**

NOR : ASET1750391M

IDCC : 2221

Entre

UDIMEC Isère

D'une part, et

USM FO

CFDT SYMETAL 38

CFE-CGC SMI Isère

CFTC métallurgie Isère

D'autre part,

il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Par avenants successifs, les partenaires sociaux confirment leur attachement à une politique conventionnelle dynamique, notamment en matière de rémunérations minimales territoriales.

Le présent accord témoigne de leur souhait de poursuivre de manière réaliste cette politique conventionnelle, notamment en matière de progression raisonnée des rémunérations minimales annuelles garanties en 2017.

Au terme de leur négociation, les parties conviennent de nouvelles valeurs pour les salaires minima et primes d'ancienneté, dans les conditions ci-après stipulées, et dont les montants figurent aux tableaux annexés au présent avenant.

Article 1^{er}

TEGA

Les taux effectifs garantis annuels (TEGA) prévus à l'article 11 de la convention collective du 1^{er} octobre 2001, sont fixés selon les barèmes en euros annexés au présent accord, pour l'année 2017.

Article 2

Prime d'ancienneté

La valeur du point utilisée pour la détermination des seules bases de calcul de la prime d'ancienneté (rémunérations minimales hiérarchiques – RMH) et s'appliquant aux primes d'ancienneté, conformément à l'article 11 de la convention collective du 1^{er} octobre 2001, est fixée à 4,74 € pour un horaire de 35 heures hebdomadaires.

Elle s'appliquera aux primes d'ancienneté à compter du 1^{er} mars 2017, selon les modalités de calcul énoncées à l'article 16 de la convention collective.

Article 3

Salaires réels

L'application des taux effectifs garantis annuels n'entraîne pas l'obligation d'augmenter les salaires réels lorsque ceux-ci leur sont égaux ou supérieurs.

Les parties signataires réaffirment à l'occasion du présent accord leur volonté de contribuer, par la fixation des salaires minima, à l'égalité professionnelle et à l'objectif de suppression des écarts de rémunération pouvant subsister entre les hommes et les femmes.

Les entreprises devront vérifier qu'aucun de leur collaborateur mensuel n'aura reçu, au titre de l'année 2017, une rémunération brute inférieure aux valeurs annuelles convenues en fonction du coefficient. S'il s'avérait qu'un ou plusieurs mensuels ont reçu une rémunération brute inférieure, l'entreprise devrait opérer un rappel.

Dans tous les cas, l'entreprise est tenue à l'application des dispositions légales en matière de Smic.

Article 4

Indemnité de panier de nuit

L'indemnité de panier prévue à l'article 22 de la convention collective du 1^{er} octobre 2001 a été portée à 6,30 € pour l'année 2017, compte tenu de l'évolution du montant du minimum garanti prévu par l'article L. 3231-12 du code du travail et servant à son calcul.

Article 5

Classification des mensuels : recommandations liées à l'expérience

Il est rappelé que l'article 11-I *b* de la convention collective du 1^{er} octobre 2001, relatif à la classification pour un mensuel ayant acquis une grande expérience professionnelle, dispose notamment que le salarié ayant acquis dans l'entreprise plus de 10 ans d'expérience dans un emploi du troisième échelon du niveau V (coefficient 365), peut bénéficier d'une promotion par son employeur à un coefficient 395, lorsqu'il met en œuvre à cet échelon une compétence éprouvée.

Les parties conviennent de compléter l'article 11-I *b* « Mensuel ayant une grande expérience professionnelle » de la convention collective du 1^{er} octobre 2001, en insérant les nouvelles dispositions suivantes à la suite des dispositions déjà existantes :

« Le salarié ayant acquis plusieurs années d'expérience dans l'entreprise dans un emploi classé à l'un des échelons du niveau I (coefficients 140, 145 ou 155), peut bénéficier d'une promotion par son employeur au coefficient supérieur, pour reconnaître l'expérience acquise. »

Les parties recommandent l'application des 2 dispositions précitées, afin d'inciter à la progression au cours de la vie professionnelle.

Il est précisé que ces recommandations ne constituent pas une garantie d'évolution.

Article 6

Durée et révision

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, dans les conditions d'application précitées.

Il entrera en vigueur à partir du jour qui suivra son dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail.

Compte tenu de sa durée indéterminée, le présent accord ne peut pas être renouvelé. Il pourra être révisé en tout ou partie par avenant conclu entre les parties suivant les règles légales et conventionnelles en vigueur.

Article 7

Formalités de dépôt

Sous réserve des dispositions de l'article L. 2232-6 du code du travail, et conformément à son article L. 2231-6, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et d'une remise aux secrétariats-greffes des conseils des prud'hommes de l'Isère et des Hautes-Alpes.

Article 8

Suivi et rendez-vous

Les parties signataires conviennent de se rencontrer à nouveau en cas d'évolution significative de la situation économique sur leur territoire, qui serait de nature à justifier un nouvel examen des valeurs retenues dans le présent accord.

Elles se donnent en tout état de cause rendez-vous au début de l'année 2018 pour procéder à un nouvel examen de ces valeurs.

Article 9

Extension

Le présent avenant pourrait faire l'objet d'une demande d'extension si l'une des parties signataires le souhaitait.

Fait à Grenoble, le 22 février 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Barème des taux effectifs garantis 2017

Base : 35 heures.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	OUVRIER	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT de maîtrise	AGENT de maîtrise d'atelier
I	1	140	17 956	17 956		
	2	145	17 956	17 956		
	3	155	17 966	17 966		
II	1	170	17 973	17 973		
	2	180		17 979		
	3	190	17 982	17 982		
III	1	215	18 896	17 996	17 996	19 256
	2	225		18 033		
	3	240	19 633	18 698	18 698	20 007
IV	1	255	20 808	19 817	19 817	21 203
	2	270	21 999	20 951		
	3	285	23 196	22 092	22 092	23 637
V	1	305		23 545	23 545	25 194
	2	335		25 860	25 860	27 669
	3	365		28 177	28 177	30 150
	3	395		30 438	30 438	32 567

ANNEXE II

Revenus minimaux hiérarchiques 2017

Calculs effectués pour 151,67 heures mensuelles sur une base de 35 heures hebdomadaires.

Date d'application : 1^{er} mars 2017.

Base de calcul des primes d'ancienneté.

Valeur du point : 4,74 €.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	OUVRIER	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT de maîtrise	AGENT de maîtrise atelier
I	1	140	O1 696,78	663,60		
	2	145	O2 721,67	687,30		
	3	155	O3 771,44	734,70		
II	1	170	P1 846,09	805,80		
	2	180		853,20		
	3	190	P2 945,63	900,60		
III	1	215	P3 1 070,06	1 019,10	AM1 1 109,10	AM1 1 090,44
	2	225		1 066,50		
	3	240	TA1 1 194,48	1 137,60	AM2 1 137,60	AM2 1 217,23
IV	1	255	TA2 1 269,14	1 208,70	AM3 1 208,70	AM3 1 293,31
	2	270	TA3 1 343,79	1 279,80		
	3	285	TA4 1 418,45	1 350,90	AM4 1 350,90	AM4 1 445,46
V	1	305		1 445,70	AM5 1 445,70	AM5 1 546,90
	2	335		1 587,90	AM 6 1 587,90	AM6 1 699,05
	3	365		1 730,10	AM 7 1 730,10	AM7 1 851,21
	3	395		1 872,30	AM 7 1 872,30	AM7 2 003,36

ANNEXE III

Primes d'ancienneté

Montants mensuels à compter du 1^{er} mars 2017.

Calculs effectués pour un horaire mensuel de 151,67 heures.

Valeur du point = 4,74 €.

Prime mensuelle d'ancienneté des ouvriers

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	3 ANS 3 %	6 ANS 6 %	9 ANS 9 %	12 ANS 12 %	15 ANS 15 %
I	1	140	20,90	41,81	62,71	83,61	104,52
	2	145	21,65	43,30	64,95	86,60	108,25
	3	155	23,14	46,29	69,43	92,57	115,72
II	1	170	25,38	50,77	76,15	101,53	126,91
	2	180					
	3	190	28,37	56,74	85,11	113,48	141,84
III	1	215	32,10	64,20	96,30	128,41	160,51
	2	225					
	3	240	35,83	71,67	107,50	143,34	179,17
IV	1	255	38,07	76,15	114,22	152,30	190,37
	2	270	40,31	80,63	120,94	161,25	201,57
	3	285	42,55	85,11	127,66	170,21	212,77
V	1	305					
	2	335					
	3	365					
	3	395					

Prime mensuelle ancienneté administratif, technicien et agent de maîtrise

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	3 ANS 3 %	6 ANS 6 %	9 ANS 9 %	12 ANS 12 %	15 ANS 15 %
I	1	140	19,91	39,82	59,72	79,63	99,54
	2	145	20,62	41,24	61,86	82,48	103,10
	3	155	22,04	44,08	66,12	88,16	110,21
II	1	170	24,17	48,35	72,52	96,70	120,87
	2	180	25,60	51,19	76,79	102,38	127,98
	3	190	27,02	54,04	81,05	108,07	135,09

NIV.	ÉCH.	COEF.	3 ANS 3 %	6 ANS 6 %	9 ANS 9 %	12 ANS 12 %	15 ANS 15 %
III	1	215	30,57	61,15	91,72	122,29	152,87
	2	225	32,00	63,99	95,99	127,98	159,98
	3	240	34,13	68,26	102,38	136,51	170,64
IV	1	255	36,26	72,52	108,78	145,04	181,31
	2	270	38,39	76,79	115,18	153,58	191,97
	3	285	40,53	81,05	121,58	162,11	202,64
V	1	305	43,37	86,74	130,11	173,48	216,86
	2	335	47,64	95,27	142,91	190,55	238,19
	3	365	51,90	103,81	155,71	207,61	259,52
	3	395	56,17	112,34	168,51	224,68	280,85

Prime mensuelle d'ancienneté des agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	3 ANS 3 %	6 ANS 6 %	9 ANS 9 %	12 ANS 12 %	15 ANS 15 %
I	1	140					
	2	145					
	3	155					
II	1	170					
	2	180					
	3	190					
III	1	215	32,71	65,43	98,14	130,85	163,57
	2	225					
	3	240	36,52	73,03	109,55	146,07	182,58
IV	1	255	38,80	77,60	116,40	155,20	194,00
	2	270					
	3	285	43,36	86,73	130,09	173,46	216,82
V	1	305	46,41	92,81	139,22	185,63	232,03
	2	335	50,97	101,94	152,91	203,89	254,86
	3	365	55,54	111,07	166,61	222,14	277,68
	3	395	60,10	120,20	180,30	240,40	300,50